

IDENTITÉ EUROPÉENNE, POUVOIR POLITIQUE ET GLOBALISATION

par Paolo Bellini

Un concept à la définition délicate tient actuellement bonne place dans le débat public; un concept souvent perçu comme une évidence, qui va de soi, sans controverses: nous parlons de globalisation. En particulier dans les domaines de la société, l'économie et la politique, ce concept est un véritable *terminus a quo*, un point de départ nécessaire à la mise en place de tout raisonnement, modèle ou analyse concernant les dynamiques communicatives, les relations de pouvoir, la production industrielle et les dynamiques commerciales d'un nouvel ordre mondial. Un nouvel ordre mondial est envisageable, soit ; mais il n'est pas universellement désiré. Comme le rappelle Castells, en évoquant les aspects strictement économiques du phénomène : 'Une nouvelle économie émerge depuis deux décennies à l'échelle planétaire. Je l'appelle informationnelle et globale pour indiquer ses traits fondamentaux et souligner leur interpénétration. Elle est *informationnelle* parce que la productivité et la compétitivité des unités ou des agents de cette économie (qu'il s'agisse d'entreprises, de régions ou de nations) dépend essentiellement de leur capacité à générer, traiter et appliquer une information efficace fondée sur la connaissance. Elle est *globale* parce que les activités clés de production, consommation et distribution, ainsi que leurs composants (capital, travail, matières premières, gestion, information, technologie marchés) sont organisés à l'échelle planétaire, soit directement ou à travers un réseau de liens entre les agents économiques. Elle est informationnelle *et* globale parce que, dans les conditions historiques nouvelles, la productivité naît et la concurrence s'exprime dans un réseau global d'interaction.»¹. D'une façon semblable au scénario passé et présent du seul secteur économique, il est possible de définir une politique et une société nouvelles, toutes deux déterminées par une logique informationnelle, globale et réticulaire. Informationnelle signifie que l'efficacité et les pratiques du pouvoir politique dépendent de manière sub-

¹ M. Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, traduit par Philippe Delamare, Fayard, 1998, p. 93.

stantielle de la capacité de gérer, de contrôler et d'organiser les informations et les connaissances de chaque type. Ce phénomène a ensuite des répercussions dans le domaine social, en particulier dans la construction de systèmes de valeurs fondées sur un tel contrôle. Le concept *global* illustre le fait que les Etats-Nations soient des instruments obsolètes, à cause de la nature territoriale de l'exercice de leur souveraineté² et de la fragmentation³ sociale en de multiples groupes ethniques qu'ils impliquent ; fragmentation sociale qui bouleverse l'unité supposée et l'homogénéité de la nation-peuple sur laquelle s'applique le pouvoir politique. C'est pour cette raison que la règle hobbesienne de l'*obedientia et protectio*⁴ devient caduque et ne peut plus être garantie efficacement par la forme traditionnellement étatique de gestion des affaires publiques. La forme typiquement polycentrique des pratiques sociales et du pouvoir politique en revanche, fondée sur la capacité d'occuper, de diriger, d'orienter et de gérer les lieux effectifs et virtuels de la production du consensus, des flux économiques et de la force technologique et militaire, enregistre une forte mutation et devient réticulaire. Cela dit, selon la théorie des réseaux, développés dans le domaine scientifique-expérimental depuis la seconde partie du XXème siècle, il existe deux typologies principales d'organisation réticulaire : l'organisation *égalitaire* et l'organisation *aristocratique*⁵. Alors que la première est caractérisée par des connexions⁶ «réparties de façon plus ou moins régulière»⁷, la seconde est caractérisée par le fait que « la plus

² Cf. N. Matteucci, *Lo Stato moderno. Lessico e percorsi*, il Mulino, Bologna, 1997

³ M. Maffesoli, *Le temps des tribus: le déclin de l'individualisme dans les sociétés postmodernes*, Paris, La Table Ronde, 2000.

⁴ «L'obligation qu'ont les sujets envers le souverain est réputée durer aussi longtemps, et pas plus, que le pouvoir par lequel celui-ci est apte à les protéger. En effet, le droit qu'ont les hommes, par nature, de se protéger, lorsque personne d'autre ne peut le faire, est un droit qu'on ne peut abandonner par aucune convention. (...) La fin qui vise la soumission, c'est la protection» (T. Hobbes, *Léviathan*, introduction, traduction et notes de François Tricaud, Editions Sirey, Paris, 1983: pp. 233-234). Dans l'édition latin on lit: «Obedientiae finis est protectio» (T. Hobbes, *Leviathan*, Malmesburiensi ed., Londini, 1841, p.168).

⁵ Cf. M. Buchanan, *Nexus. Perché la natura, la società, l'economia, la comunicazione funzionano allo stesso modo*, trad. it. di L. Serra, Mondadori, Milano, 2003.

⁶ Une connexion est ce qui lie deux ou plus éléments dans un réseau, à laquelle correspond un modèle mathématique qui s'appelle *graphe*.

⁷ «ripartite più o meno equamente» (*ibid.*, p. 139).

grande partie des connections fait référence à très peu d'éléments d'origine»⁸. Ces éléments sont appelés *hub* (nœuds ou centres de connexion) et sont caractérisés par un numéro de connections supérieur à celui des autres. Dans le cas de la globalisation, l'organisation réticulaire de type aristocratique est la plus répandue dans les domaines économiques et technologiques. Internet et le *World Wide Web* en sont les exemples principaux, comme le démontrent les nombreuses études conduites en ce sens⁹. D'un point de vue strictement politique, il semble que le modèle relatif aux relations de pouvoir, qui réglementent les rapports entre les Etats, puisse être analysé d'une façon analogue. En d'autres termes, nous pouvons considérer les unités politiques plus importantes - Etats, groupes fédéraux, confédéraux ou impériaux - de la même manière que les *hub* insérés dans un réseau de type *aristocratique*. Ce type de modèle nous permet ainsi de comprendre, avec un certain degré d'abstraction et de simplification, la morphologie du système politique global et des relations de pouvoir qu'ils constituent en eux-mêmes. Cela se révèle encore plus évident et intéressant après l'analyse morphologique du contenu de ces liens. Nous considérons, à ce propos, que les trois facteurs fondamentaux qui déterminent l'existence de milliards d'individus et régulent les rapports de pouvoir au niveau global c'est-à-dire l'économie, la communication et la force militaire, sont à leur tour, tous trois, liés à la puissance technologique dont notre société dispose. En appliquant le modèle morphologique réticulaire nous sommes à même d'interpréter la richesse économique, la force de persuasion et la puissance communicative, qu'un type quelconque de regroupement politique est capable d'exprimer au niveau planétaire, en fonction de la quantité et de la qualité des connections qui le lient au reste du monde. Il résulte, comme conséquence logique de l'application du schéma donné, qu'à une force politique majeure correspond en général une puissance économique, militaire et communicationnelle majeure, qui s'exprime à travers la constitution d'énormes *hub* politico-administratifs, capables d'influencer de manière consé-

⁸ 'la maggior parte delle connessioni fa capo a pochi elementi' (*ibid.*, p. 140).

⁹ Cf. *ibid.* et M. Castells, *La société en réseaux. L'ère de l'information*, op. cit.

quente les dynamiques globales du pouvoir. Les agrégats politiques les plus importants sont ainsi comparables à de grands centres interactifs, où les nombreuses connections matérielles (routes, ponts, voies ferrées, réseaux de fournitures énergétiques, voies aériennes et marines) et virtuelles (le *web*, les ondes électromagnétiques, les ondes radio et les informations) déterminent les rapports réciproques de pouvoir suivant une échelle hiérarchique précise, conditionnée par le nombre et l'efficacité de tels liens connectifs. De surcroît, d'un point de vue politique, la puissance d'un *hub* se détermine non seulement en fonction du nombre de connections qu'il permet, mais encore de manière qualitative, s'il est doté de la capacité de les activer ou de les désactiver à volonté. Par exemple, en parlant de force militaire, il est facile d'observer comment les Etats-Unis d'Amérique, qui représentent *l'hub* le plus important de la scène internationale, ont les moyens de frapper fortement n'importe lequel des autres agrégats politiques, sans avoir à craindre systématiquement des représailles et des dommages matériels directs, sinon de la part des rares centres dotés d'une force connective équivalente, comme la Russie ou la Chine. Déplaçons notre champ d'analyse du secteur militaire au secteur économique, pour observer les marchés internationaux et les fluctuations des bourses: dans ce contexte, c'est *Wall Street* qui règle le marché mondial, et le fait de manière assez asymétrique. En effet, un effondrement du marché boursier américain entraîne des répercussions inéluctables sur tous les autres marchés, alors que les crises des marchés plus périphériques n'impliquent pas nécessairement une fluctuation financière globale, encore moins une crise de la bourse new yorkaise. Enfin pour obtenir une vision complète de la situation, notons l'énorme influence que l'industrie des médias américains exerce au niveau global, tout en restant lui-même très peu sensible aux productions communicatives locales. Il n'est en effet plus à prouver qu'une grande partie des productions médiatiques, avant de pouvoir s'affirmer sur la scène mondiale, doivent s'américaniser d'abord, donc passer, symboliquement sinon concrètement, à travers *l'hub* communicatif de Hollywood. Il existe dans ce sens de nombreux exemples de films produits ailleurs et n'ayant reçu aucune reconnaissance au niveau planétaire avant d'avoir été réélaborés par l'industrie du cinéma américain et distribués par ses soins dans le reste du monde, pour connaître alors une grande reconnaissance du

public et de la critique. Ce qui émerge avec clarté des exemples cités, est le fait établi que la puissance politique d'un Etat se mesure autant en fonction du nombre de connections que celui-ci possède avec les autres unités politiques, qu'en fonction de leur capacité à rendre ces connections unidirectionnelles, dans le sens de l'entrée comme de la sortie, selon les nécessités contingentes. Ainsi un important *hub* politique est capable de décider au cas par cas, de lancer une intervention militaire dans quelque zone de la planète que ce soit, sans que la zone en question soit en mesure de réagir contre son agresseur, et sans même être capable d'attaquer d'autres zones sans passer à travers la macrostructure politique à laquelle elle est attachée, qui évidemment ne lui consentirait en aucun cas d'effectuer des actions contraires à ses propres objectifs. Un exemple frappant : la guerre contre la Serbie lancée par l'OTAN en 1999. Les Etats d'Europe éternellement divisés ne furent pas capables de se constituer en un unique *hub* autonome ; ils furent par conséquent obligés de recourir à la force militaire des Etats-Unis d'Amérique¹⁰. Dans une situation de ce genre, d'un point de vue politique et militaire, tous les Etats européens étaient connectés au grand *hub* américain qui, à son tour, était rattaché à la Serbie de Milosevic de façon unidirectionnelle (il pouvait attaquer sans être attaqué), alors qu'eux mêmes en étaient exclus. Dans ce dernier cas en particulier, l'incapacité des européens d'activer ou non la *connexion militaire* avec la Serbie ne découlait certainement pas d'une insuffisance matérielle. En effet, certains des membres de l'Union Européenne auraient été en mesure de déployer une force militaire suffisante ; ce fut l'incapacité de résoudre leurs divisions politiques qui les arrêta, l'incapacité de se connecter les uns aux autres de façon efficace en constituant, pour l'occasion, un *hub* opératif unique, vecteur de développement d'une politique balkanique autonome. Ce qui, enfin, émerge avec clarté de ces considérations est le fait que le rôle et l'importance d'une unité politique donnée puisse être facilement représentée à travers le système de connexions qui la mettent en relation avec le reste du monde et qui en démontrent le poids sur la scène internationale.

¹⁰ Cf. R. Morozzo della Rocca, *La via verso la guerra*, in limes. Rivista italiana di geopolitica, *Kosovo l'Italia in guerra*, Quaderno speciale, Gruppo Editoriale L'Espresso, Roma, 1999.

Sur la base de telles observations, relatives à la globalisation et à sa morphologie, nous pouvons maintenant analyser en connaissance de cause la relation qui lie l'identité de l'Europe et le pouvoir politique à l'intérieur de la civilité technologique post-moderne. En général il est possible d'affirmer que l'identité culturelle de toute regroupement politique est toujours déterminée en fonction du pouvoir politique qui transpose, organise et transforme les identités individuelles et collectives. Cicéron en effet affirmait que «...un peuple n'est pas un rassemblement quelconque de gens réunis n'importe comment ; c'est le rassemblement d'une multitude d'individus, qui se sont associé en vertu d'un accord sur le droit et d'une communauté d'intérêts¹¹. Maintenant, en excluant le fait que cette accord sur le droit et cette communauté d'intérêts soient directement inspirées de quelque loi divine, d'un système métaphysique ou à la simple subjectivité humaine, elles nécessitent toujours d'un ordre hiérarchique et d'une structure de pouvoir qui soit à même de le traduire en une pratique identitaire et en un ensemble de valeurs partagées. Aristote déclare que l'homme est un animal politique (*politikon zôion* – *πολιτικὸν ζῷον*)¹² ; l'homme est aussi un animal *technopolitique*, puisque sa survie dans la nature dépend autant de la capacité qu'il a de s'associer avec ses semblables que de l'opportunité de réaliser des techniques, comme nous le rappelle Platon¹³, capable de remédier à ses lacunes physiques. C'est pour cette raison qu'il est possible d'affirmer que le pouvoir fonde chaque type d'identité (culturelle, religieuse, sociale, ethnique, ecc...) étant donné que dans la dimension originelle technique et politique de l'existence de l'espèce humaine il existe toujours l'impossibilité originelle de la symétrie et de l'égalité des rapports entre individus, sans lequel il ne serait pas possible d'instituer aucun type de communauté politique, ni de techniques qui requièrent des spécialisations, des compétences, un apprentissage et une hiérarchie exécutive. En d'autres termes, chaque identité dérive de la constitution d'un ordre asymétrique qui, à son tour, est

¹¹ Cicéron, *La république*, texte établi et traduit par E. Bréguet, Les Belles Lettres, Paris, 1980, p. 222, (Livre I, 25).

¹² Aristote, *La politique*, traduction de J. Tricot, Librairie Vrin, Paris, 1995, (1253a).

¹³ Cf. Platon, *Protagoras*, présentation, traduction inédite par F. Ildefonse, Flammarion, Paris, 1997.

rendu légitime par la production de valeurs qui ont le rôle de le justifier et d'en rendre l'exercice compréhensible. Dans l'effectivité des dynamiques historiques toutefois, il n'est jamais possible d'identifier un point zéro à partir duquel le pouvoir constitue immédiatement une nouvelle identité, en annulant la précédente. En effet chaque nouvelle forme de pouvoir trouve toujours devant soi-même une identité déjà constituée et déterminée par l'ordre politique précédent, avec lequel s'instaure inévitablement un rapport dialectique, destiné à tracer les nouvelles logiques identitaires ainsi que la nouvelle structure hiérarchique. Dans un jeu dialectique de ce type, chaque pouvoir instauré, alors qu'il se présente sur la scène de l'histoire, altère nécessairement sa propre vocation originale, pour introjecter et métaboliser les identités déjà données, les transformer et être transformé par celles-ci, pour ensuite se figer en un nouvel ordre culturel et politique.

L'histoire identitaire de l'Europe, forgée par le pouvoir, découle de ce processus. Dans le cadre de cette réflexion, nous ne pouvons évidemment pas examiner la totalité des formes de pouvoir qui ont généré l'identité européenne dans le cours de son histoire millénaire ; nous nous limiterons à citer les structures politiques qui jouent encore aujourd'hui un rôle important dans sa définition et dans sa construction ; nous parlerons donc des Etats territoriaux modernes. Ces organismes politiques qui, dès la Révolution française, commencent à jeter les fondements de la légitimité du pouvoir sur le peuple, se basent avant tout sur le concept de Souveraineté, suivant le modèle classique élaboré par Bodin¹⁴. Celle-ci, bien qu'elle soit en partie limitée par le constitutionalisme, par la doctrine libérale et par la reconnaissance des droits individuels (vie, liberté, propriété), établis par Locke¹⁵, est fon-

¹⁴ Cfr. A. Passerin D'Entrèves, *La notion d'Etat*, trad. française de Jean R. Weiland, Editions Sirey, Paris, 1969, deuxième partie, chap.V et N. Matteucci, *Sovranità* in op. cit., pp. 81-99.

¹⁵ 'L'homme est né, comme nous l'avons prouvé, avec un titre à un parfaite liberté et à une jouissance sans entraves de tous les droits et privilèges de la loi de nature, à égalité avec tout autre homme, ou avec tout autre groupe d'hommes dans le monde; par nature, l'homme possède non seulement un pouvoir de préserver sa propriété, c'est-à-dire sa vie, sa liberté et ses biens, contre les injustices et les entreprises des autres hommes, mais également un pouvoir de juger et de punir les offenses commises par d'autres contre cette loi, selon sa propre conviction de ce que méritent ces offenses; il a même le pouvoir leur infliger la mort, lorsqu'il s'agit de crimes où, à son avis, le caractère odieux de l'acte la requiert. Mais parce qu'aucune *société politique* ne peut exister ni subsister sans renfermer en elle le pouvoir de préserver la propriété, et de punir en

damentalement *absolue, perpétuelle, indivisible, inaliénable, imprescriptible*¹⁶ et s'exerce à l'intérieur d'un périmètre précis : le contrôle de l'Etat. C'est de cette façon que l'Etat souverain dans le sens fort autant que dans le sens faible de la succession Souveraine constitutionnelle qui en modifie le caractère absolu en le réduisant à un *pouvoir constituant créateur du système juridique*¹⁷ et en réinterprète l'indivisibilité à travers la division des pouvoirs et le fédéralisme¹⁸, favorise l'émergence d'une nouvelle identité politique déclinée dans les différentes acceptions du concept de nation¹⁹. Ce dernier se développe en effet en deux significations principales. Dans le sens fort, héritier de la conception romantique, la nation peut être représentée comme une communauté close, repliée sur elle-même et basée sur des liens communs organiques, historiques et linguistiques²⁰, qui peuvent atteindre la conception agressive et totalitaire du *Volk* dans le sens de la race de la doctrine du National Socialisme. Dans le sens faible au contraire, la nation devient, suivant le schéma traditionnel des Lumières et du contractualisme, un ensemble de personnes unies par un contrat et par la volonté de vivre dans le respect des mêmes règles et des mêmes coutumes²¹. Dans l'Etat moderne, expression de l'unité politique et spirituelle de la nation même, chacune de ces deux logiques identitaires trouvent leur raison d'être et en rapport au pouvoir auquel ils se réfèrent, se déterminent dans les deux sens dans lesquels nous les avons considérés.

conséquence toutes les offenses de ceux qui en sont membres, il n'y a de *société politique* que là et là seulement où chacun des membres a abandonné son pouvoir naturel et l'a remis entre les mains de la communauté pour tous les cas où l'on n'est pas empêché de faire appel, pour sa protection, à la loi que celle-ci aura établie» (J. Locke, *Le second traité du gouvernement*, traduction, introduction, notes de J.-F. Spitz, P. U.F., Paris, 1994 p. 62).

¹⁶ «*assoluta, perpetua, indivisibile, inalienabile, imprescrittibile*» (N. Matteucci, *Sovranità*, in op. cit., p. 84).

¹⁷ *ibid.*, p. 93. En devenant un pouvoir constituant, qui se constitue seulement par des pouvoirs constitués et limités, il n'est jamais dans sa manifestation, c'est à dire en celui qui l'exerce, *legibus solutus* (au delà de la loi). (N. d. A.).

¹⁸ Op. cit., pp. 94-97.

¹⁹ Cf. *Nation*, in *Dictionnaire de philosophie politique*, sous la direction de P. Raynaud et S. Rials, P. U. F., Paris, 1996, p. 411-415.

²⁰ Cf. *Ibid.*

²¹ Cf. *Ibid.*

Comme nous l'avons démontré en introduction, la globalisation est en train d'induire une profonde crise du pouvoir et de la souveraineté étatique moderne, liées de manière indissoluble au territoire administratif. L'Etat moderne se révèle un instrument toujours plus obsolète et peu adapté pour affronter la réalité historique du XXI siècle, qui voit sa puissance s'amenuiser inexorablement. En Europe en particulier, le scénario est particulièrement compliqué autant du point de vue identitaire que institutionnel. Les Etats modernes survivent, certes ; mais d'une part ils confient d'importants composants de leur souveraineté – la souveraineté monétaire par exemple- à des institutions super-nationales contrôlées au niveau communautaires. D'autre part ils se comportent comme s'ils étaient encore dans leur période de gloire et de puissance maximale, dans l'illusion de pouvoir poursuivre une politique extérieure autonome. Tout ceci provoque auprès des populations européennes une perte d'identité d'une certaine ampleur, qui reproduit les logiques connectives de la globalisation, prenant modèle sur le nouveau pouvoir planétaire. Ce qui semble évident avant tout est l'érosion de toute identité nationale, qui cède la place à des identités nouvelles et chaotiques fondées, au coup par coup, sur des références d'appartenances ethniques, religieuses et sociales qui, quand elles n'outrepassent pas les frontières traditionnelles des territoires des Etats européens, s'enferment à l'intérieur de formes extrêmes de localisation et revendiquent privilèges, droits et différences de toutes sortes. Le cas du catholicisme est particulièrement frappant. En effet d'un côté, l'Etat du Vatican, siège de la dernière monarchie absolue d'Europe, insiste sur un territoire minuscule sur lequel il exerce sa Souveraineté ; de l'autre, le Pape, en tant que chef absolu et infaillible de la religion Christo-catholique, conditionne les consciences et l'identité de plusieurs millions de fidèles de part le monde. La vocation œcuménique et universaliste du christianisme, qui représente depuis toujours un puissant facteur d'agrégation identitaire capable de transcender la logique territoriale, constitue ainsi un des premiers exemples culturels de réseau aristocratique. Ainsi, malgré les multiples interférences sécularisantes de la civilisation moderne, cet universalisme est capable d'exprimer au niveau planétaire une logique identitaire coactive grâce aux innombrables connections spirituelles et matérielles dont il dispose: cette logique identitaire est toujours capable de passer outre quelque frontière territoriale ou

quelque barrière sociale ou ethnique que ce soit. Au contraire d'autres identités, pour survivre, ne peuvent pas s'avaler d'importantes possibilités connectives et s'attachent donc fortement à un territoire, se localisent sous des formes exaspérées qui doivent souvent recourir à la violence ou à la terreur pour assurer leur propre survie, à travers des tentatives plus ou moins évidentes de nettoyage ethnique comme dans le cas tristement célèbre des territoires de l'ex-Yougoslavie.

Nous avons tenté de démontrer que les identités fortement connotées territorialement et par conséquence les Etats modernes et les identités nationales qui en sont l'expression, ne sont plus en mesure de soutenir la puissance réticulaire de la globalisation. En Europe en particulier, la persistance de telles formes politiques rend très problématique la constitution d'une identité continentale. Il est donc nécessaire de considérer la question sous un jour différent, en tentant de comprendre qu'il est vain de tenter de construire une identité politique fondée sur l'exemple d'un paradigme territorial, administratif et bureaucratique qui poursuit une utopie monolithique d'uniformité culturelle transmise par des lois, des règlements et des valeurs voulant faire de l'Europe une sorte de super-Etat continental, auquel correspondrait une nouvelle identité transnationale. En d'autres termes, il semble nécessaire d'aller plus loin que la logique typiquement moderne de la *reductio ad unum*, autant d'un point de vue politique que d'un point de vue culturel ; cette logique entre en conflit avec les pratiques et les systèmes polycentriques typiques de la globalisation, et est systématiquement déconfitée. C'est alors que se pose la question inévitable : quelle identité et quel pouvoir sont envisageables pour une Europe qui voudrait jouer un rôle de premier plan au XXI siècle ?

Il n'est évidemment pas possible de tracer, dans le contexte de cette réflexion, une description exhaustive du pouvoir et de l'identité à même de répondre à la question posée. Il est toutefois possible livrer certaines lignes indicatives susceptibles de fournir une ébauche de réponse. Il est clair en effet que le modèle dont nous parlons ne peut qu'être similaire à la dimension réticulaire décrite précédemment. Il s'agirait de faire de l'Europe un grand *hub* politique et identitaire. D'un point de vue politique structurel, il faudrait porter à son aboutissement la dissolution des Etats-nations au profit d'un nouvel ordre fondé sur un

ensemble réticulaire polycentrique de type égalitaire, au sein duquel administration et bureaucratie simplifiées et légères correspondraient à de multiples centres territoriaux et virtuels chargés de l'organisation de la vie publique et du pouvoir. Ces centres seraient disposés sur différents niveaux de façon à répondre efficacement aux exigences spirituelles et matérielles de la population, organisés en fonction des exigences de productivité économique et des nécessités culturelles des groupes sociaux ou ethniques dont l'Europe est composée. Ainsi, par exemple, un citoyen européen résident physiquement à Milan pourrait faire partie d'une part d'un centre productif de type économique et administratif qui comprenne toutes les zones d'Europe, ayant les mêmes intérêts et connectés entre eux par des réseaux de communication (matérielle et virtuelle) à grande vitesse ; d'autre part il pourrait être lié, en fonction de son appartenance culturelle, à un groupe ethnolinguistique particulier doté de ses propres droits et devoirs. Droits et devoirs qui seraient définis précisément sur cette base identitaire, indépendamment de la position physique des individus sur le territoire. Ces groupes voteraient leurs propres représentants à l'intérieur d'une assemblée permanente, avec l'objectif de réguler juridiquement les rapports réciproques. En revanche chaque citoyen serait appelé à élire directement un pouvoir exécutif ayant la charge de coordonner politiquement cet ensemble réticulaire. Vers l'extérieur, de cette façon, le *hub* politique doté d'une armée commune, aurait un unique centre décisionnel, l'exécutif ; il se présenterait ainsi sur la scène internationale comme un centre cohérent et indivisible, doté de multiples connexions (économiques, militaires et communicationnelles). Il pourrait alors jouer un véritable rôle de premier plan dans l'histoire. A l'ordre politique ainsi esquissé pourrait correspondre une identité capable de libérer la grande richesse culturelle de l'Europe, lieu spirituel de synthèse de la tradition celtico-germanique, greco-romaine et judéo-chrétienne. Il deviendrait possible de construire une identité commune, fondée sur l'appartenance à un pouvoir ayant la capacité d'établir, comme le dit Cicéron le *iuris consensu* et l'*utilitatis communione*, qui transforment une simple multitude en un peuple. Au contraire, l'option unitaire forte resterait envisageable en suivant le schéma provenant de la modernité qui a pourtant failli systématiquement, à chaque tentative d'unification sous une souveraineté monolithique et contraignante, vouée à l'annihilation de l'iden-

tité d'autrui. Cela s'est produit dans le passé par manque de force autant qu'en raison de l'opposition continue d'autre identités irréductibles, forgées dans l'airain du temps, qui requerraient un pouvoir territorial tellement écrasant que le Léviathan de Hobbes en serait confondu ; nous ne désirons évidemment pas l'apparition d'un tel pouvoir ni ne pensons qu'il soit applicable dans le mécanisme de la globalisation. En d'autres termes, il semble que la véritable identité de l'Europe réside dans son immense richesse culturelle et dans sa capacité à évoquer une dimension imaginaire du pouvoir, fondée sur la symbolique de la lumière qui a inspiré cette réflexion. Comme la lumière qui vivifie et donne forme et couleur à chaque objet matériel sans en altérer la nature, le pouvoir polycentrique et réticulaire dont nous avons parlé donnerait un sens nouveau et une nouvelle dignité identitaire à un continent qui paraît aujourd'hui désorienté et ensablé dans une crise profonde.



Cette création est mise à disposition selon le Contrat Paternité-NonCommercial-NoDerivs 2.0 France disponible en ligne <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> ou par courrier postal à Creative Commons, 559 Nathan Abbott Way, Stanford, California 94305, USA.